



PARTI SOCIALISTE

Secrétariat aux entreprises

17 Juillet 2008

Mesdames, messieurs,

Le secrétaire national aux entreprises du Parti Socialiste, Alain Vidalies, député des landes, dont l'activité est centrée sur les travaux parlementaires très importants en ce moment, n'a pu se libérer pour participer à cette manifestation, il en est de même de Marie Noëlle Lienemann, qui doit elle aussi participer aujourd'hui aux débats au Parlement européen à Bruxelles sur les questions de gaz à effet de serre et d'environnement.

Ils vous demandent donc de les excuser pour cette absence bien involontaire. Les questions de financiarisation de l'économie restent au cœur de leurs préoccupations et de celle du PS et ils restent très attentifs et actifs vis-à-vis de l'évolution de la situation.

A ce titre notre secteur des entreprises a organisé le 24 mai dernier au siège du PS rue de Solferino, en partenariat avec le Collectif LBO, et en particulier avec la collaboration de Philippe Matzkowski, un colloque sur ce sujet des LBO, rassemblant des universitaires, des syndicalistes des membres du PS représentant le secteur des entreprises.

Ce colloque a montré combien ce sujet restait d'actualité malgré la crise financière actuelle et le renchérissement du crédit qui a quelque peu freiné l'essor continu, engagé depuis une dizaine d'années en France, de ce processus d'acquisition, pour ne pas dire trop souvent de prédation des entreprises.

Parmi les effets pervers, je ne citerai qu'un exemple concernant les grandes entreprises, mon collègue Pierre-Alain Weill devant traiter le cas des PME/PM car bien d'autres le seront, je suppose dans vos prises de paroles. Cet exemple vient de notre GSE EDF/GDF : c'est celui spectaculaires actions menées par les Private Equities aux Etats-Unis sur les infrastructures électriques, auxquelles EDF/GDF était partie prenante. Avec la libéralisation de ce secteur, aux Etats-Unis, les dérives ont culminé bien sûr avec l'affaire ENRON, mais se poursuivent avec les restructurations industrielles menées via des LBO qui conduisent à privilégier le retour rapide sur investissement qui caractérise ce mécanisme de prise de contrôle, avec comme conséquence la réalisation en nombre de centrales électriques à gaz, à faible intensité capitaliste, mais qui constituent une véritable hérésie au regard du développement durable de la planète et du renchérissement qu'elle entraîne du coût de l'énergie électrique ainsi produite.

D'une façon générale le secteur entreprises du PS est partisan d'approfondir dès maintenant le travail de réflexion et de législation sur les conditions de reprises des entreprises, pour adopter in fine une démarche prudentielle, qui devrait éviter les risques d'échec et de gâchis social visibles aujourd'hui.

Nous considérons que ce sont de véritables enjeux démocratiques qui sont en cause, et que nous devons obtenir, pour mener à son terme cette transformation indispensable des pratiques actuelles et obtenir aussi la transparence sur les opérations menées, les évolutions suivantes:

- la partage des connaissances au sein de l'entreprise.

-le droit des salariés à rendre part à de telles décisions concernant bien souvent leur avenir immédiat, leurs emplois souvent mis en cause, mais aussi leurs salaires, la qualité de leurs conditions de travail.

-l'instauration du principe de la double délibération, avec la présence généralisée des représentants des salariés, en l'occurrence des syndicats, dans les instances concernées.

-le rétablissement d'une fiscalité juste qui ne prive pas la puissance publique de ressources indispensables à l'équilibre de ses finances et à son action de solidarité vis-à-vis de l'ensemble des citoyens.

-un accès facilité au crédit, sans prise de risques excessifs.

-la reconnaissance de la place des territoires, en l'occurrence des Régions, dans la vie économique qui les concernent.

Nous souhaitons que les travaux parlementaires en préparation et actuellement bloqués, débouchent rapidement, pour que des gardes fous soient mis en place pour mieux encadrer les excès et parfois les drames auxquels conduisent les pratiques d'un libéralisme débridé obsédé par la recherche à très court terme de l'enrichissement d'une poignée de privilégiés. Nous n'abandonnerons pas la perspective d'instaurer une meilleure régulation de ces activités d'acquisition des entreprises et entretiendrons pour cela, les synergies avec les forces politiques et syndicales, en particulier le Collectif LBO, très vigilant et actif sur ce sujet comme en témoigne le rassemblement d'aujourd'hui.